

RDC : entre apaisement et incertitude après l'adoption de la loi électorale

@rib News, 26/01/2015 â€“ Source AFP Le camp du prÃ©sident congolais Joseph Kabila a jouÃ© l'apaisement en faisant adopter dimanche une nouvelle loi Ã©lectorale expurgÃ©e de la disposition qui avait provoquÃ© des violences meurtriÃ¨res, mais le nouveau texte soulÃ¨ve des incertitudes pour l'avenir. Le retour au calme risque d'Ãªtre de courte durÃ©e en RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC), avertissent des diplomates et des analystes. Une nouvelle manifestation est annoncÃ©e Ã Kinshasa pour lundi.

Le retrait de la disposition litigieuse, qui ouvrait la voie Ã un report de la prÃ©sidentielle prÃ©vue pour 2016, avait Ã©tÃ© annoncÃ© samedi soir par le prÃ©sident de l'AssemblÃ©e nationale, Aubin Minaku. Cette dÃ©cision spectaculaire tombait aprÃ¨s une semaine marquÃ©e par la mort de 13 Ã 42 personnes, selon les sources, lors de troubles dans la capitale et plusieurs villes de province. Ce retrait a Ã©tÃ© saluÃ© comme une "victoire" par certains opposants au projet de loi. Alors que la Constitution interdit Ã M. Kabila de se reprÃ©senter, ils voyaient dans le texte une manÃ©uvre pour permettre au prÃ©sident, au pouvoir depuis 2001, de se maintenir Ã son poste au-delÃ de la fin de son mandat. Samy Badibanga, un des meneurs du collectif d'opposants Ã la loi, a cependant dÃ©noncÃ© dimanche soir les "sous-entendus" et les "ambiguÃ¬tÃ©s" du texte votÃ© par les parlementaires. "Nous allons reprendre la bataille", affirme celui qui est aussi chef du groupe parlementaire UDPS (Union pour la dÃ©mocratie et le progrÃ¨s social). La loi adoptÃ©e dimanche soulÃ¨ve de fait une sÃ©rie de questions sur le calendrier Ã©lectoral. Elle n'a pas retenu la clause voulue par les sÃ©nateurs, qui entendaient coucher noir sur blanc l'obligation d'organiser la prochaine prÃ©sidentielle dans les dÃ©lais prÃ©vus par la Constitution. En outre, le nouveau texte supprime la rÃ©fÃ©rence Ã 2015 pour la tenue des Ã©lections locales, provinciales et sÃ©natoriales. Selon le schÃ©ma retenu par la Commission Ã©lectorale nationale indÃ©pendante (CÃ©ni), ces scrutins en retard doivent prÃ©cÃ©der la prÃ©sidentielle. - "Rien n'est rÃ©glÃ©" - Enfin, la loi offre la possibilitÃ© de lier la tenue des prochaines lÃ©gislatives censÃ©es avoir lieu fin 2016 Ã la rÃ©alisation du recensement qui doit commencer cette annÃ©e. Selon plusieurs analystes, ce recensement pourrait prendre jusqu'Ã trois ans. En cause: la taille du pays (prÃ¨s de cinq fois la France), son dÃ©ficit criant d'infrastructures et la faiblesse de l'Etat dans l'est du pays, dÃ©chirÃ© par les conflits armÃ©s depuis plus de vingt ans. Or, les lÃ©gislatives doivent se tenir en mÃªme temps que la prÃ©sidentielle, expliquait-on encore rÃ©cemment Ã la CÃ©ni. L'Union europÃ©enne a saluÃ© l'adoption de la loi, estimant qu'elle ouvrait la voie Ã "la tenue des Ã©lections dans les dÃ©lais prÃ©vus". Martin Kobler, chef de la Mission de l'ONU en RDC (Monusco), a fÃ©licitÃ© le Parlement d'avoir "dÃ©montrÃ© la dÃ©termination commune des acteurs politiques de prÃ©server la paix sociale en RDC". Mais cet optimisme fait sourire un diplomate en poste Ã Kinshasa. Pour lui, "on a le sentiment qu'une crise a Ã©tÃ© rÃ©glÃ©e mais qu'Ã la premiÃ¨re occasion les durs du rÃ©gime recommenceront" Ã agir pour permettre Ã M. Kabila de rester au pouvoir. Tant l'UE que la Monusco ont demandÃ© Ã la CÃ©ni, chargÃ©e de l'organisation des Ã©lections, de publier le calendrier des scrutins jusqu'Ã la prochaine prÃ©sidentielle. La communautÃ© internationale demande cet Ã©chÃ©ancier de longue date pour dÃ©cider du soutien logistique et financier qu'elle pourrait apporter au processus Ã©lectoral. ArrivÃ© au pouvoir en 2001 aprÃ¨s l'assassinat de son pÃ¨re Laurent-DÃ©sirÃ© Kabila, rebelle devenu chef de l'Etat par les armes, Joseph Kabila avait Ã©tÃ© Ã©lu prÃ©sident en 2006, puis rÃ©Ã©lu en 2011 Ã l'issue d'un scrutin marquÃ© par des irrÃ©gularitÃ©s massives. "Il y a une suspicion bien Ã©tablie que rien n'est rÃ©glÃ©", relÃ¨ve un analyste sous le couvert de l'anonymat. Certains opposants rÃ©vÃ©lent toujours de voir les Congolais faire partir Joseph Kabila, comme un soulÃ¨vement populaire a chassÃ© du pouvoir en octobre Blaise CompaorÃ© au Burkina Faso. Alors que le collectif des opposants Ã la loi a levÃ© son mot d'ordre de manifestation pour lundi, l'UDPS, parti de l'opposant historique Etienne Tshisekedi, a appelÃ© Ã occuper la rue "pacifiquement" Ã partir de cette date et jusqu'Ã ce que le prÃ©sident Kabila quitte le pouvoir. La journÃ©e devrait constituer un test de la capacitÃ© de mobilisation de ce parti. L'UDPS est en effet divisÃ©e entre ceux qui, comme M. Badibanga, ont acceptÃ© de jouer le jeu des institutions aprÃ¨s les Ã©lections de 2011, et ceux qui comme M. Tshisekedi dÃ©nient toute lÃ©gitimitÃ© au Parlement et au prÃ©sident actuels.